

choses qu'il obtiendrait pour cet argent. A voir les hôpitaux encombrés en Colombie-Britannique, ce qui est attribuable en partie au fait que nous avons un gouvernement créditiste, je suppose, et dans le reste du pays, je dis au ministre des Finances que des fonds devraient être de nouveau affectés à cette fin le plus tôt possible.

Le gouvernement fédéral est revêtu du pouvoir nécessaire pour ordonner les investissements publics. Il devrait se servir de ce pouvoir pour mettre à la disposition des municipalités canadiennes des prêts à faible intérêt qui leur permettraient d'entreprendre les travaux indispensables qu'elles n'ont pu mettre en marche jusqu'à présent. Si le gouvernement persiste à suivre ses fallacieuses politiques d'argent cher, je suis d'avis que la situation déjà précaire du Canada n'ira que de mal en pis.

Ces dernières années, le gouvernement a mis en œuvre un programme de stimulation des travaux d'hiver à l'intention des municipalités. L'hiver dernier, l'État fédéral a dépensé 35 millions de dollars en main-d'œuvre, dans le cadre de ce programme. Ce programme est digne d'éloges pour ce qu'il accomplit, mais il ne s'attaque pas au cœur même du problème. Ces dépenses avaient pour but de permettre aux municipalités d'embaucher des personnes qui, autrement, auraient été en chômage durant l'hiver. C'était une mesure d'urgence, mais nous proposons instamment au gouvernement d'envisager des remèdes qui aillent à la source du mal, en permettant aux municipalités d'emprunter sur le marché de l'argent les sommes qu'il leur faut pour entreprendre les travaux dont le besoin est le plus pressant.

Si l'on réglemente les investissements publics en vue de planifier l'économie, il faut aussi réglementer ceux du secteur privé. Que je sache, et je prête une oreille attentive à leurs porte-parole depuis trois semaines, ce n'est pourtant pas une mesure que les autres partis sont disposés à prendre. Mais on ne saurait se contenter d'une demi-planification. Si les investissements publics sont réglementés, les investissements privés doivent l'être aussi. Notre gouvernement devrait être prêt à déterminer où, dans une certaine mesure, se situeront les nouvelles industries, à se préoccuper de l'expansion des industries existantes, à veiller à l'établissement de nouvelles entreprises, à consentir des prêts pour défrayer l'installation d'usines là où le chômage persiste et à encourager l'industrie à s'établir en de tels endroits.

A moins que le gouvernement ne soit disposé à cet égard, nous ne pouvons nous attendre à grand-chose de leur part. Le gouvernement ne peut plus laisser aux chefs de l'industrie privée le soin de prendre les décisions économiques fondamentales dont dépend

l'avenir du pays, l'avenir de tous les membres de cette Chambre et de toute la population du pays sans que les représentants élus du peuple aient le droit d'intervenir au nom des électeurs.

Prendre l'administrateur délégué de l'*Argus Corporation* et en faire un membre du Conseil privé n'est pas précisément conforme à la pensée de ceux d'entre nous qui préconisent depuis longtemps la planification économique. A notre avis, l'industrie privée prend des décisions qui détermineront l'emplacement de nouvelles industries, qui détermineront si dans les années à venir nos enfants auront des emplois, si nous aurons les moyens de les faire instruire, si nous fabriquerons des produits essentiels ou superflus, le gouvernement devrait intervenir et défendre l'intérêt public à l'égard de ces questions. Tant que nous n'aurons pas un gouvernement qui agira ainsi, nous n'aurons jamais la prospérité et le plein emploi.

Maintenant, nombre de porte-parole du parti conservateur demandent comment nous allons obtenir l'argent nécessaire pour réaliser tous nos projets? Nous savons comment les honorables vis-à-vis s'y prendraient pour obtenir l'argent. Ils conçoivent le gouvernement comme l'affaire d'un seul homme muni d'une presse à imprimer. Nous estimons au contraire que l'argent nécessaire existe déjà. Si l'on employait les épargnes des Canadiens, il n'y aurait pas rareté de dollars canadiens. La majorité des Canadiens purgent des hypothèques sur leurs maisons, contribuent à des plans de pensions et achètent de l'assurance-vie. Voilà les épargnes des Canadiens. Si nous établissions une caisse canadienne de développement et si nous exigeons que les institutions financières de notre pays placent dans une caisse de développement un certain pourcentage des épargnes qu'elles détiennent, il y aurait amplement de fonds pour financer l'équipement social. J'entends quelqu'un crier au politburo.

Une voix: Non, j'ai dit qu'il faudrait établir une fabrique de lainages.

M. Berger: Voilà tout le sérieux que l'on découvre chez ces intellectuels du parti conservateur dès qu'on gratte tant soit peu la surface.

Monsieur le président, nous estimons que, grâce à une caisse canadienne de développement, tous les paliers de gouvernement disposeraient des fonds nécessaires pour assurer l'équipement social. L'entreprise privée pourrait prendre de l'essor; nous pourrions rapatrier éventuellement une bonne part de nos industries qui sont passées sous la domination d'étrangers. Un porte-parole du parti libéral, le député de Davenport, a déploré qu'une trop grande part de notre industrie